

PALESTINE

MISSIONS SYNDICALES SOLIDAIRES EN PALESTINE

L'Union syndicale Solidaires s'est prononcée pour le droit des peuples palestinien et israélien, à disposer chacun d'un Etat aux frontières reconnues et garanties sur la base des résolutions internationales. Le peuple palestinien est maintenu dans une situation de domination politique, économique et militaire par le gouvernement israélien. La construction du mur qui se poursuit, malgré la condamnation de la communauté internationale, aggrave cette situation.

L'Union syndicale Solidaires s'est engagée dans l'organisation de missions syndicales de solidarité avec le peuple palestinien pour tisser des liens concrets avec les travailleurs qui résistent dans des conditions très difficiles. Nous publions une contribution relatant cette expérience.

En octobre-novembre 2005, trois groupes de militants Solidaires se sont succédé en Cisjordanie, pour rencontrer des syndicalistes palestiniens. L'objectif était de construire avec eux une coopération susceptible de les soutenir, d'une part dans leur lutte de libération contre l'occupant israélien, d'autre part dans leur combat pour la conquête de droits sociaux et d'émancipation vis-à-vis des partis qui mettent le syndicalisme palestinien sous tutelle.

Une mission en Palestine a quelque chose d'unique : il s'agit de pénétrer au cœur du pays qui n'existe pas puisqu'il n'a pas de frontières reconnues, d'aller donc à la rencontre de gens qui, tout en étant "chez eux", n'ont pas de pays et sont, jour après jour, un peu plus spoliés, chassés, enfermés, prisonniers sur les terres où ils ont toujours vécu.

Le premier contact est toujours un choc : entrer dans les Territoires occupés par Bethlehem et son Mur de séparation, c'est entrer dans le monde des damnés de la terre. Passer le check-point, désormais ultra-moderne et qui érige son arrogance comme une preuve définitive de l'écrasement d'un peuple, une frontière étanche derrière laquelle ceux qui vivent ne sont déjà plus tout à fait des vivants, c'est se sentir entrer dans la nasse, dans l'antichambre de la nasse.

Au-delà du Mur et du check-point en effet, côté Bethlehem, il n'y a plus personne sur plusieurs centaines de mètres : immeubles aux vitres crevées et maisons vandalisées ont été vidés de leurs habitants, au moment du siège des villes palestiniennes par les chars israéliens en 2002, ou progressivement, au fur et à mesure des travaux de construction du Mur. Ceux qui n'ont pas été chassés sont partis d'eux-mêmes, trop exposés qu'ils étaient aux tirs des soldats, à la tension permanente qui règne dans cette zone-limite du ghetto.

PALESTINE

BETHLEHEM REPREND VIE DOUCEMENT AU BOUT DE CETTE DESOLATION

Bethlehem-Hébron, c'est la région que les syndicats Solidaires ont choisie pour nouer des liens de coopération avec des travailleurs palestiniens.

La chaleur de leur accueil et l'animation de leur ville fait un contraste saisissant avec la hideur glacée de l'occupation. Sans cette chaleur de toutes les portes ouvertes, rester dans la Palestine réduite en miettes, ces territoires ceinturés de colonies, de routes d'apartheid, de haies de barbelés, de postes militaires, serait tout simplement intenable.

Octobre, c'est le mois du ramadan pour les musulmans, une période où accéder à l'Esplanade des mosquées de Jérusalem (Al Aqsa) est un enjeu primordial pour nombre de Palestiniens, qui ne renoncent pas à leur capitale. L'armée cherche à verrouiller les accès, encore plus contrôlés que d'habitude.

Le vendredi, des flots de pèlerins sont refoulés aux check-points qui coupent Hébron et Bethlehem de Jérusalem. Pas question de passer plus que les autres jours, tous les autres jours depuis les "accords d'Oslo".

Jérusalem, ville interdite.

La souffrance, l'humiliation, l'obstination aussi, se lisent sur les visages. La colère contenue. Ils ne céderont pas à la provocation de l'occupant.

Le samedi, les étudiants du sud de la Cisjordanie n'iront pas à l'Université d'Abu Dis : route coupée, couvre-feu.

Le soir, les habitants palestiniens de Jérusalem eux-mêmes seront bloqués à l'entrée nord de leur ville, côté Ramallah, par une meute de soldats armés jusqu'aux dents, qui ont déroulé des barbelés en travers de la route et éructent leur haine en renvoyant les Palestiniens "chez eux, à Ramallah !"

Il faudra attendre une heure, au sein de la foule qui grossit à chaque minute, et qui observe un calme extraordinaire, pour qu'enfin, après que des Israéliens eurent parlementé avec l'autorité militaire, la voie soit réouverte.

SCENES DE "PAYS" EN ETAT DE SIEGE, ETAT DE GUERRE

En France et en Europe, pendant ce temps, on glose sur le "processus de paix", la "feuille de route", la volonté du gouvernement israélien de trouver une solution au conflit...

Un tel contexte, on l'aura pressenti, induit une situation économique et sociale catastrophique, - et comment pourrait-il en être autrement lorsque tout ce qui est palestinien, individus, outil de production, biens de consommation, est interdit de circuler, voire détruit ?

C'est pourtant dans ce contexte que vivent et travaillent les syndicalistes et militants de comités que nous avons rencontrés au cours des missions syndicales Solidaires. SUD Santé-Sociaux a pu entrer en contact avec plusieurs syndicats hospitaliers de Bethlehem, le syndicat des Travailleurs sociaux et Psychologues, et un comité de travailleurs, indépendant de la centrale syndicale PGFTU (Palestinian General Federation of Trade Unions).

PALESTINE

SUD Education et SUD FPA (Formation Professionnelle des Adultes), de leur côté, ont cherché à tisser des liens avec des enseignants du secteur public (écoles sous administration de l'Autorité palestinienne) et du secteur privé (très nombreuses écoles chrétiennes, évidemment, dans la ville qui a vu naître le petit Jésus !). Les chrétiens ne sont plus que 3% en Palestine aujourd'hui, contre 20% avant la seconde Intifada. Mais les écoles confessionnelles ne sont pas sectaires, l'argent n'ayant pas d'autre religion que lui-même. Les études y sont réputées meilleures, ne serait-ce que parce que les élèves y sont beaucoup moins nombreux que dans le secteur public ou les écoles de l'UNRWA (les enfants des camps de réfugiés sont scolarisés par l'ONU, 40 à 50 par classe, avec une tournée le matin et une l'après-midi pour absorber la masse croissante des enfants). Cette réputation, paradoxalement, n'empêche pas les élèves du secteur public de mieux réussir aux examens que leurs camarades du privé. Explication avancée par les profs (pour qui la priorité est d'abord la lutte pour que leurs salaires soient payés) : les enfants du peuple le plus pauvre, souvent d'origine rurale, travaillent beaucoup plus que ceux des classes plus aisées, citadines, pour pouvoir accéder aux études supérieures (50% des jeunes y parviennent) et à l'espoir d'une vie meilleure.

Sans diplôme universitaire, les étudiants de Beit Fajjar (commune proche de Bethlehem, enfermée derrière une barrière de "sécurité" pour protéger la colonie construite aux portes du village) nous le confirmeront, aucune chance de se sortir de la misère : leur comité se bat pour trouver des fonds et acheter les manuels indispensables à leurs études (très chers, en moyenne 20 euros pièce, quand le salaire moyen d'un prof par exemple est de 300 à 400 euros). Ce comité d'étudiants a commencé à constituer une bibliothèque mutuelle. Il aide aussi des étudiantes à vivre sur le lieu de leurs études, car avec les check-points, les routes bouclées, les voies détournées à emprunter, les tracasseries incessantes des soldats, les familles hésitent à laisser leurs filles sur les routes.

La mission Solidaires a souhaité soutenir ces étudiants en remettant au trésorier du comité une première et modeste donation. Il nous semble important en effet d'apporter une aide matérielle à de telles initiatives d'auto-organisation, alors même que le syndicalisme étudiant "officiel" est totalement occupé par les luttes de pouvoir entre partis politiques à l'intérieur des universités.

Les étudiants nous ont aussi fait part de leur difficulté à trouver des formations de 3ème cycle en Palestine même, ce qui les oblige à chercher des inscriptions dans des universités étrangères, impossibles sans les moyens de subsistance correspondants. Ils ont donc aussi besoin de soutiens dans ce domaine, parrainages, bourses d'études, jumelages.

Les enseignants du secondaire, tant public (qui a les plus bas salaires) que privé, ont décrit leurs conditions de travail, les longues grèves pour obtenir d'être seulement payés des salaires dus, ou d'encaisser enfin les augmentations promises par l'Autorité depuis 2 ans. Mais comme les syndicats enseignants, affiliés au très bureaucraté PGFTU, ne fédèrent pas les luttes, celles-ci n'aboutissent qu'à de maigres résultats.

Il en va de même dans l'interprofessionnel : chaque secteur se battant isolément, les

PALESTINE

grèves ont beau se multiplier (plusieurs mois en 2005 dans l'éducation publique, dans les services gérés par l'UNRWA, dans la santé), s'étendre à toute la Cisjordanie et Gaza, les salariés n'obtiennent souvent rien sur leurs revendications. Il arrive même que les salaires baissent !

LE TAUX DE CHÔMAGE, ENTRE 40 ET 70% SELON LES ZONES, FAIT LE RESTE

Ainsi, il n'est pas simple, pour les travailleurs palestiniens, de se doter des outils nécessaires à leurs luttes : comités ou syndicats indépendants, reconnus comme tels et fédérés à l'échelle de tous les Territoires, capables d'organiser la solidarité interpro. Les partis au pouvoir jusqu'ici, Fatah en tête, avaient cette particularité d'incarner la Résistance historique palestinienne, en même temps que d'être le "gouvernement" décidant des salaires et des emplois publics. Leur influence sur les structures sociales ne laissait que peu d'espace aux travailleurs, aux étudiants et aux femmes pour s'organiser hors de leur contrôle. Avec la nouvelle donne politique issue des législatives, qui a donné la majorité parlementaire au Hamas (après que celui-ci eut conquis une grande part des municipalités), les luttes d'influence risquent d'être âpres pour conquérir ou reconquérir des positions.

Cependant, certains syndicats ont commencé à se construire indépendamment des partis. Celui des travailleurs municipaux de Bethlehem, rejoint par ceux des dix communes riveraines, échappe à la tutelle du syndicat officiel PGFTU, et mène depuis plusieurs années des luttes dures pour faire avancer les droits des salariés et s'imposer face à l'employeur (maire Fatah, qui ne peut agir sans le Hamas). Fonctionnement démocratique à la base, représentants élus, indépendance financière, reconnaissance comme organisation représentative, début de structuration en comité intercommunal, c'est un pas très important que les travailleurs municipaux du district de Bethlehem ont franchi.

Pour résister aux pressions et se renforcer, les syndicats et comités indépendants ont besoin du soutien des organisations qui, à l'extérieur, luttent elles aussi pour défendre les droits des travailleurs, contre le capitalisme et toutes les formes d'oppression.

Les missions syndicales Solidaires en Palestine, qui comprenaient aussi des militants de SUD-PTT et SUD-Sonacotra, et qui ont ponctuellement participé à la cueillette des olives avec les paysans d'Hébron (lorsque l'armée permettait l'accès aux terres annexées de facto par les colonies), continueront à soutenir les syndicats, comités ou militants qui luttent pour que les travailleurs palestiniens se libèrent du joug colonial et conquièrent des droits sociaux.

Pour toute demande concernant les prochaines missions syndicales Solidaires-Palestine, contacter Solidaires localement